

La conjoncture économique et sociale dans la région Grand Est et ses territoires vue par les socioprofessionnels du CESER

TABLEAU DE BORD N°8 | 20 AVRIL 2018

« Reprise économique confirmée, plus ténue dans l'industrie, traduction vraisemblable d'une évolution du modèle économique »

Les conditions de reprise économique réunies en France et en Europe trouvent leur traduction dans la région Grand Est. L'indicateur synthétique du CESER, dépassant avec 108,5 son niveau d'avant crise, reflète cette nette amélioration de la conjoncture qu'une majorité d'indicateurs illustre désormais.

Pour autant, l'industrie, malgré une orientation favorable (haut niveau des carnets de commande et gestion adaptée des stocks) enregistre une sensible baisse de l'utilisation estimée de ses capacités de production. Cette situation contrastée dans l'industrie, conjuguant baisse de l'emploi salarié et recours massif à l'intérim, pourrait suggérer certes des métiers en tension, mais aussi vraisemblablement une évolution du modèle économique induisant une structuration nouvelle de l'emploi.

Niveau inédit des exportations

Avec une forte augmentation (+4,2% en 2017), les exportations enregistrent un niveau inédit à 62,43 milliards d'euros. Si la balance commerciale reste excédentaire, elle se réduit sur un an du fait d'une augmentation plus rapide des importations. On note cependant un solde positif plus important (+ 800 millions d'euros) ce dernier trimestre grâce au regain des exportations, dans le secteur de l'automobile notamment.

Poursuite de la progression de l'emploi, avec un recours toujours important à l'intérim

Les tendances observées depuis 6 mois se confirment : l'emploi salarié augmente désormais 29 des 31 zones d'emploi (+18 000 emplois au total sur un an), même si la

n'a pas encore retrouvé son niveau d'avant-crise. Si l'emploi dans l'industrie continue de régresser, la construction et le commerce consolide leur emploi salarié sur un an (+1,7% et +0,5%), pendant que le secteur des services continue de s'étoffer (+17 500 emplois, +2,4%), bien que porté par l'intérim. Ce dernier dénombre aujourd'hui 74 000 travailleurs intérimaires (+14% en un an, contre +7% en France métropolitaine), dont un sur deux est employé dans l'industrie.

Le tourisme régional en pleine croissance

Sur les 12 derniers mois, la région Grand Est a enregistré en moyenne 1,2 million de nuitées par mois, en hausse de 4,7%, contre 4,4% au national.

Reprise amorcée de la construction

En 2017, 26 200 constructions de logements ont été commencées en région, soit 22% de plus qu'en 2016. Pour la construction non résidentielle, 468 622 m² de chantiers ont été lancés en 2017 (+5% qu'en 2016).

L'insatiable hausse de l'emploi frontalier

Avec presque 97 000 emplois, le Luxembourg attire à lui seul plus de la moitié des frontaliers résidents dans le Grand Est. A ce rythme, le cap des 100 000 frontaliers français pourrait être atteint pour ce pays avant la fin de l'année 2018.

Indicateur de conjoncture synthétique du CESER Grand Est



L'indicateur de conjoncture synthétique calculé par le CESER se base sur trois indicateurs : niveau des exportations, emploi intérimaire et évolution du nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans. Ces données sont compilées dans un indicateur composite, dont l'écart à la moyenne est mesuré et représenté dans le graphique ci-dessus.

SOMMAIRE

1. ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

- 1 - COMMERCE EXTERIEUR
- 2 - CARNETS DE COMMANDE ET STOCKS DANS L'INDUSTRIE
- 3 - UTILISATION DES CAPACITES DE PRODUCTION DANS L'INDUSTRIE
- 4 - EXPORTATIONS AGRICOLES ET AGRO-ALIMENTAIRES
- 5 - CONSTRUCTION DE LOGEMENTS NEUFS
- 6 - CONSTRUCTION DE LOCAUX
- 7 - CREATIONS D'ENTREPRISES
- 8 - DEFAILLANCES D'ENTREPRISES
- 9 - NUITEES EN HOTELLERIE

2. EMPLOI

- 10 - EMPLOI SALARIE DU SECTEUR PRIVE
- 11 - EMPLOI SALARIE PRIVE PAR SECTEUR D'ACTIVITE
- 12 - TRAVAIL INTERIMAIRE

3. CHÔMAGE - PRÉCARITÉ

- 13 - DEMANDEURS D'EMPLOI (CATÉGORIES A, B ET C)
- 14 - DEMANDEURS D'EMPLOI DE MOINS DE 25 ANS
- 15 - DEMANDEURS D'EMPLOI DE PLUS DE 50 ANS
- 16 - DEMANDEURS D'EMPLOI INSCRITS DEPUIS PLUS D'UN AN
- 17 - DURÉE MOYENNE D'INSCRIPTION À PÔLE EMPLOI
- 18 - TAUX DE CHÔMAGE
- 19 - REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE (RSA)

4. ENVIRONNEMENT TRANSFRONTALIER

- 20 - TAUX DE CHÔMAGE TRANSFRONTALIER
- 21 - FRONTALIERS DE LA REGION GRAND EST

1. ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

62,43 milliards d'euros
d'exportations sur les 4 derniers trimestres

26 200
constructions de logements neufs
en moyenne sur un an

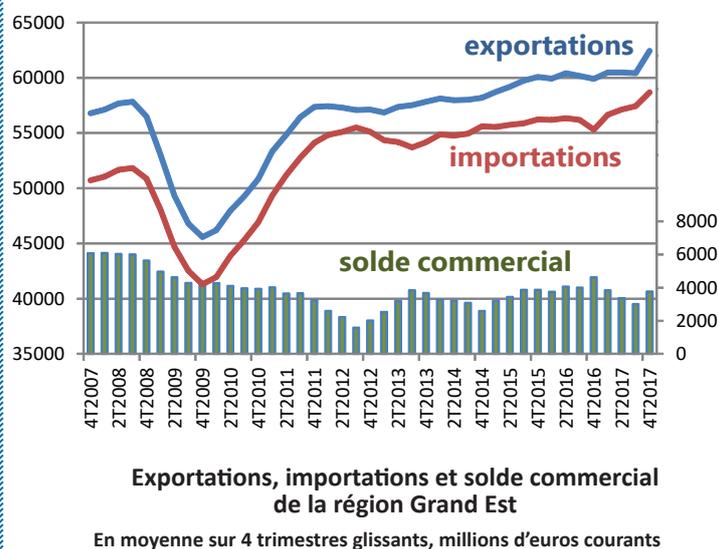
77,9%
taux d'utilisation des capacités de production

30 899
créations d'entreprises sur un an

1 - COMMERCE EXTERIEUR - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2017

SOURCE : DOUANES // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, EN EUROS COURANTS

Niveau inédit des exportations. En évolution annuelle, les exportations de la région connaissent **une forte augmentation** (+2,5 milliards d'euros soit 4,2%) à 62,43 milliards d'euros. Elles atteignent **un niveau jamais égalé**, de près de 17 milliards au 4^{ème} trimestre 2017, soit 2,5 milliards de plus qu'au 3^{ème} trimestre. **L'Allemagne, l'Italie et l'Espagne, partenaires économiques traditionnels**, y sont pour beaucoup (pour près de la moitié de l'augmentation des exportations sur un an). Le Grand Est demeure la deuxième région exportatrice française, derrière l'Île-de-France. **Si la balance commerciale reste excédentaire (+3,8 milliards), elle se réduit sur un an** du fait d'une augmentation plus rapide des importations sur un an (+6,1%). On note cependant **un solde positif plus important de 800 millions d'euros ce dernier trimestre** grâce au regain des exportations, notamment porté par **le secteur de l'automobile**.

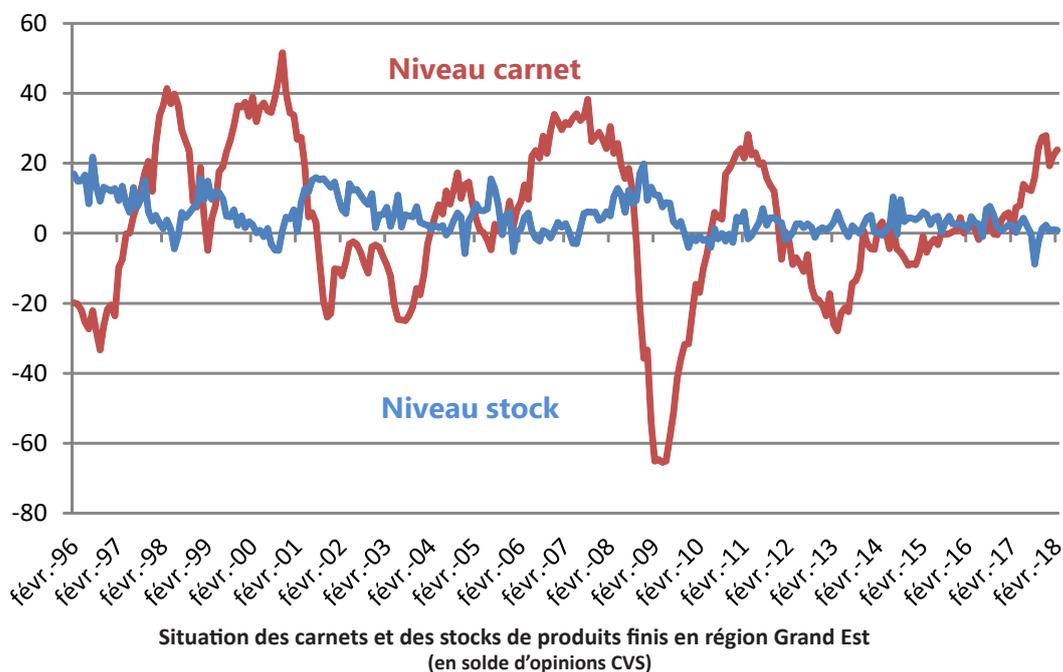


	Evolution annuelle des exportations (2017 par rapport à 2016)		Répartition des exportations en 2017 (millions d'euros)	
Ardennes	16,5%		2 175	
Aube	8,8%		1 622	
Bas-Rhin	6,2%		19 563	
Haute-Marne	5,4%		1 069	
Haut-Rhin	4,7%		14 222	
Marne	-8,3%		6 292	
Meurthe-et-Moselle	-1,1%		2 413	
Meuse	4,0%		1 107	
Moselle	6,9%		11 649	
Vosges	2,7%		2 321	
Grand Est	4,2%		62 434	
France métropolitaine	4,4%		472 964	

2 - CARNETS DE COMMANDE ET STOCKS DANS L'INDUSTRIE - FÉVRIER 2018

SOURCE : BANQUE DE FRANCE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

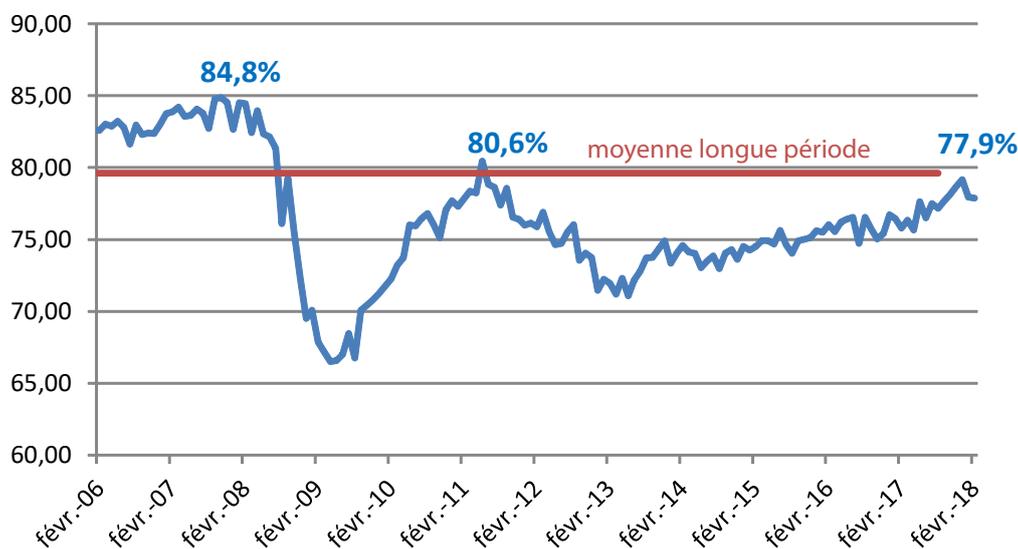
Une orientation favorable. Les carnets de commandes demeurent à **leur plus haut niveau depuis 6 ans**, même s'ils ne regagnent pas encore **les niveaux historiquement hauts** de la fin de la décennie 90 et de 2006. Le niveau des stocks tend lui à se contenir, vraisemblable reflet d'une **gestion adaptée**.



3 - UTILISATION DES CAPACITES DE PRODUCTION DANS L'INDUSTRIE - FÉVRIER 2018

SOURCE : BANQUE DE FRANCE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

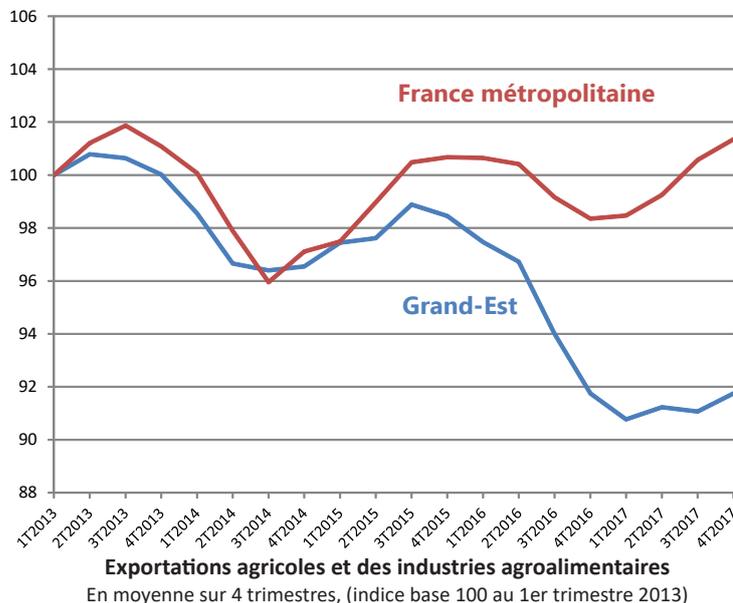
Léger fléchissement. Le Grand Est connaît **une sensible baisse** sur deux mois de l'utilisation des capacités de production dans l'industrie (77,9% en Février 2018 contre 79,2% en Décembre 2017), après une lente progression depuis 2013. Elle reste en-deçà de la moyenne longue période (79,6%) et **encore éloigné du niveau atteint avant la crise** de 2008 (84,8%). Cette tendance, en retrait de ce que pourrait laisser espérer la progression des carnets de commandes, traduit, plus qu'une certaine prudence, probablement **une évolution du modèle économique**.



4 - EXPORTATIONS AGRICOLES ET AGRO-ALIMENTAIRES - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2017

SOURCE : DOUANES // TYPE DE DONNÉES : DONNÉES BRUTES EN EUROS COURANTS

Fin de la baisse des exportations, mais toujours en retrait par rapport au national. Particulièrement affecté par de mauvaises récoltes en 2016 et 2017, le **Grand Est peine à relancer son export de produits agricoles bruts** et reste en retrait par rapport au national. **Les produits de l'industrie agro-alimentaire atténuent la baisse des exportations** du secteur dans le Grand Est, alors que **les exportations nationales sont reparties à la hausse depuis plus d'un an**. Toutefois, la filière réalise encore 8,63 milliards d'euros d'exportations et dégage **le plus important solde commercial sectoriel** de la région (4,7 milliards).

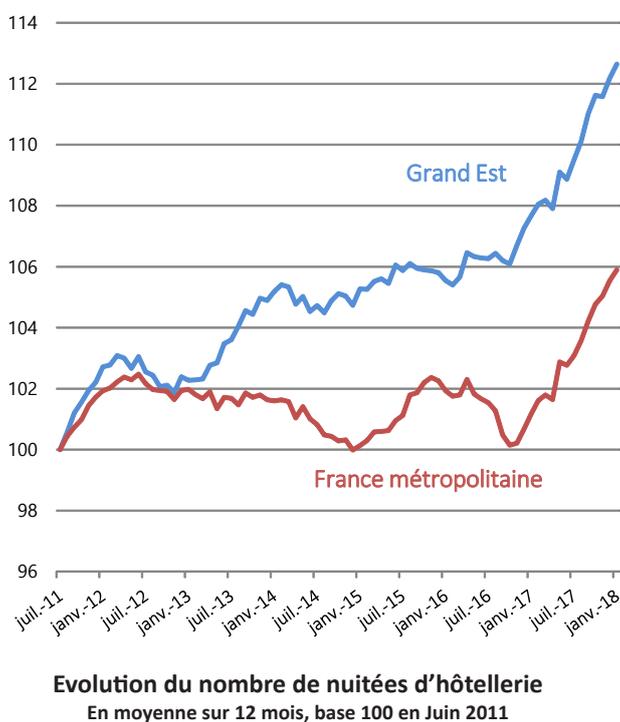


	Evolution des exportations en 2017 par rapport à 2016		Répartition des exportations de 2017
Ardennes	8,4%	<div style="width: 8.4%; background-color: green;"></div>	363
Aube	-5,5%	<div style="width: -5.5%; background-color: red;"></div>	363
Bas-Rhin	-5,1%	<div style="width: -5.1%; background-color: red;"></div>	1 771
Haute-Marne	-6,8%	<div style="width: -6.8%; background-color: red;"></div>	150
Haut-Rhin	8,3%	<div style="width: 8.3%; background-color: green;"></div>	861
Marne	3,2%	<div style="width: 3.2%; background-color: green;"></div>	3 357
Meurthe-et-Moselle	-5,2%	<div style="width: -5.2%; background-color: red;"></div>	383
Meuse	6,7%	<div style="width: 6.7%; background-color: green;"></div>	367
Moselle	-7,2%	<div style="width: -7.2%; background-color: red;"></div>	759
Vosges	-5,2%	<div style="width: -5.2%; background-color: red;"></div>	255
Grand Est	0,0%	<div style="width: 0%; background-color: green;"></div>	8 629
France métropolitaine	3,1%	<div style="width: 3.1%; background-color: green;"></div>	60 542

5 - NUITÉES EN HOTELLERIE - JANVIER 2018

SOURCE : INSEE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES

Le tourisme régional : une économie en croissance. Sur les 12 derniers mois, la région Grand Est a enregistré en moyenne 1,196 millions de nuitées par mois, soit 7% des nuitées enregistrées en France métropolitaine. Par rapport aux 12 mois précédents, la région **Grand Est enregistre une hausse de +4,7%**. A l'échelle de la **France métropolitaine**, après une relative stagnation depuis 2012, le nombre de nuitées est en **augmentation depuis un an (+4,4%** ces 12 derniers mois par rapport aux 12 précédents).



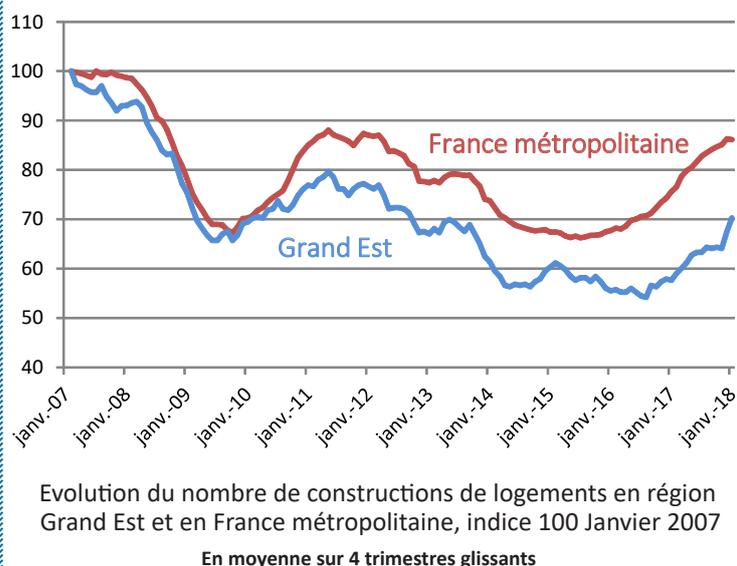
	Evolution annuelle des nuitées sur une année (les 12 derniers mois par rapport aux 12 précédents)	Nombre de nuitées mensuelles moyen sur un an
Grand Est	4,7% <div style="width: 4.7%; background-color: green;"></div>	1 196 111
France métropolitaine	4,4% <div style="width: 4.4%; background-color: green;"></div>	17 525 006

Nuitées : nombre total de nuits passées par les clients dans un établissement ; deux personnes séjournant trois nuits dans un hôtel comptent ainsi pour six nuitées

6 - CONSTRUCTION RESIDENTIELLE (LOGEMENTS NEUFS) - JANVIER 2018

SOURCE : MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, EN DATE DE PRISE EN COMPTE

Reprise amorcée. En un an, **26 200 constructions de logements** ont été commencées en région Grand Est, soit **22% de plus que l'année précédente**. L'évolution est contrastée selon les départements, tout en restant dans une **dynamique de rattrapage par rapport au national**. En effet, si les constructions dans la région Grand Est représentaient 5,7% du total français il y a un an, leur part est aujourd'hui de 6,2%. Concernant les constructions autorisées, le Haut-Rhin est marqué par une très forte augmentation (notamment pour les logements collectifs) alors qu'à l'inverse, les Ardennes sont touchées par une baisse globale des autorisations (principalement dûe aux logements collectifs également).

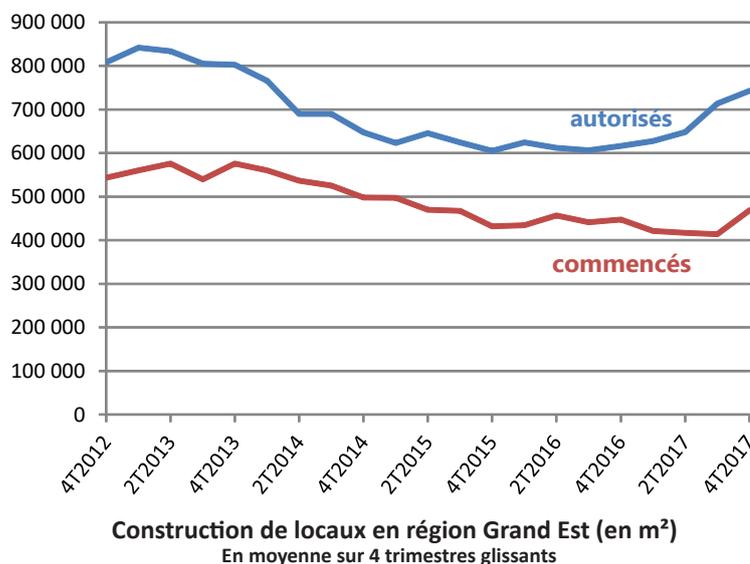


	Evolution du nombre de constructions autorisées en 2017 par rapport à 2016	Evolution du nombre de constructions commencées en 2017 par rapport à 2016
Ardennes	-20%	-5%
Aube	34%	36%
Bas-Rhin	28%	58%
Haute-Marne	26%	24%
Haut-Rhin	136%	52%
Marne	14%	16%
Meurthe-et-Moselle	32%	62%
Meuse	2%	52%
Moselle	12%	36%
Vosges	-3%	29%
Grand Est	31%	43%
France métropolitaine	9%	20%

7 - CONSTRUCTION NON RESIDENTIELLE (LOCAUX) - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2017

SOURCE : MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, EN DATE DE PRISE EN COMPTE

Mise en chantier des autorisations de constructions. Sur les 4 derniers trimestres, 743 101 m² de locaux ont été autorisés à la construction en région Grand Est soit 7,5% du total de la France métropolitaine (contre 7,3% au trimestre précédent). Si tous les départements de la région connaissent une hausse des autorisations, **les mises en chantier ne sont pas homogènes sur le territoire régional**. L'Aube (+43%) et la Marne (+37%) affichent **les plus fortes progressions**. A l'inverse, les Ardennes, les Vosges et le Bas-Rhin sont marqués par **des baisses sensibles**. En moyenne, sur les 4 derniers trimestres, 468 622 m² de chantiers de locaux ont été lancés (+5% sur un an contre -5% le trimestre précédent).

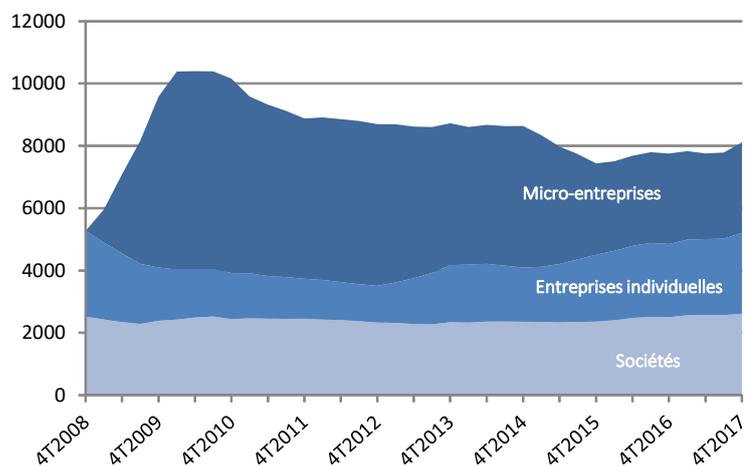


	Evolution des constructions autorisées en 2017 par rapport à 2016	Evolution des constructions commencées en 2017 par rapport à 2016
Ardennes	27%	-36%
Aube	4%	43%
Bas-Rhin	15%	-8%
Haute-Marne	27%	17%
Haut-Rhin	9%	0%
Marne	39%	37%
Meurthe-et-Moselle	0%	3%
Meuse	25%	3%
Moselle	37%	9%
Vosges	30%	-18%
Grand Est	21%	5%
France métropolitaine	5%	5%

8 - CREATIONS D'ENTREPRISES - FEVRIER 2018

SOURCE : INSEE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES

Dynamique positive. Sur les 12 derniers mois, 30 899 entreprises ont été créées en région Grand Est, **en progression de 8,2% contre 9,5% au plan national.** Avec 5% des créations d'entreprises de France métropolitaine, la région Grand Est reste **en retrait par rapport à son poids économique.** On observe un regain des micro-entreprises (+5% de création sur un trimestre), pendant que les entreprises individuelles et les sociétés poursuivent leur progression (respectivement +7% et +4% sur un an).



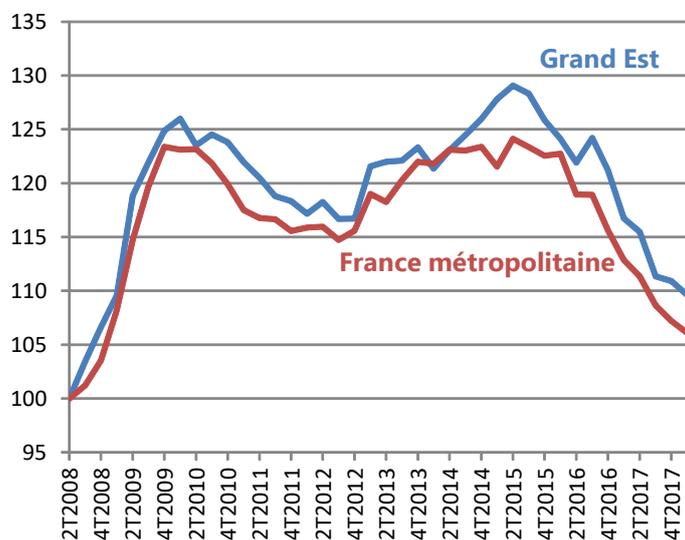
Créations d'entreprises dans la région Grand Est
En moyenne sur 4 trimestres glissants, par type d'entreprise

	Evolution annuelle (12 derniers mois / 12 mois précédents)	Nombre de créations les 12 derniers mois
Ardennes	2,1%	1 335
Aube	2,1%	1 716
Bas-Rhin	10,3%	8 712
Haute-Marne	5,8%	732
Haut-Rhin	1,8%	4 568
Marne	22,0%	1 059
Meurthe-et-Moselle	4,4%	4 068
Meuse	8,2%	781
Moselle	8,7%	5 837
Vosges	5,4%	2 091
Grand Est	8,2%	30 899
France	9,5%	611 805

9 - DEFAILLANCES D'ENTREPRISES - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2017

SOURCE : INSEE // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, PAR DATE DE JUGEMENT D'OUVERTURE DE REDRESSEMENT JUDICIAIRE

Une décélération qui se confirme. Avec 4 164 défaillances sur les 4 derniers trimestres soit 7,6% des défaillances de France métropolitaine, **la baisse est très marquée depuis le 2^{ème} trimestre 2016, s'inscrivant dans la durée,** comme la tendance nationale. Sur un an, cette baisse concerne désormais la totalité des départements du Grand Est.



Défaillances d'entreprises en région Grand Est et en France
En moyenne sur 4 trimestres, glissants, base 100 au 1er trimestre 2008

	Evolution annuelle (2017 par rapport à 2016)	Nombre de défaillances en 2017
Ardennes	-7%	190
Aube	-16%	198
Bas-Rhin	-5%	1 001
Haute-Marne	-1%	121
Haut-Rhin	-1%	627
Marne	-7%	399
Meurthe-et-Moselle	-15%	513
Meuse	-26%	91
Moselle	-10%	713
Vosges	-1%	311
Grand Est	-8%	4 164
France	-7%	54 470

2. EMPLOI

18 000

créations d'emplois salariés

(entre le 4^{ème} trimestre 2016 et le 4^{ème} trimestre 2017)

1,373 millions d'emplois salariés dans le secteur marchand

299 677 emplois salariés dans l'industrie

106 231 emplois salariés dans la construction

238 161 emplois salariés dans le commerce

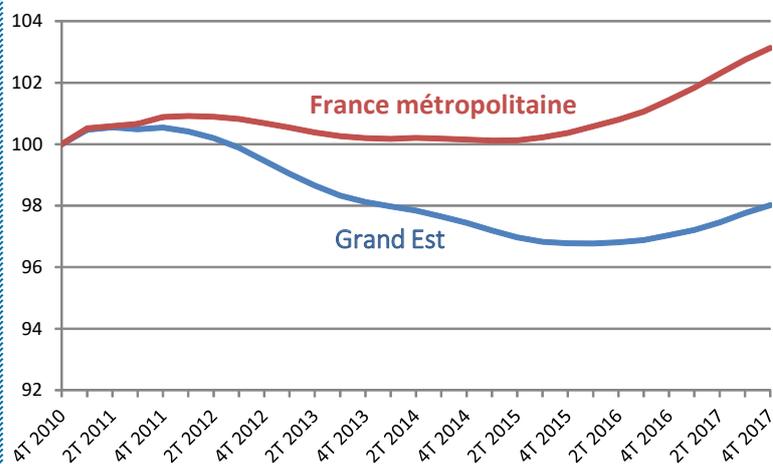
728 944 emplois salariés dans les services

10 - EMPLOI SALARIE DU SECTEUR PRIVE - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2017

SOURCE : ACOSS - URSSAF // TYPE DE DONNÉES : BRUTES, EN DATE DE PRISE EN COMPTE

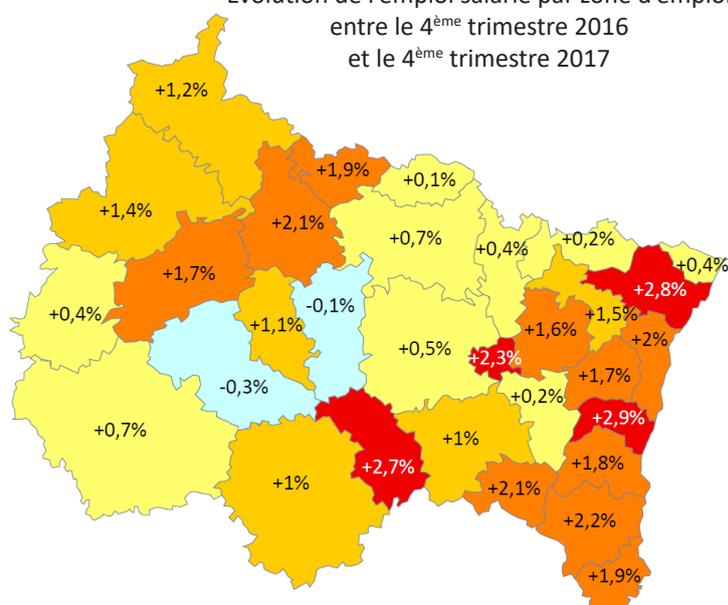
Croissance de l'emploi pour 29 zones d'emploi sur 31. L'emploi salarié du Grand Est poursuit sa progression, avec plus de **18 000 emplois supplémentaires en un an**, même si la région n'a pas encore retrouvé son niveau d'emploi de 2010. Au national, la croissance de l'emploi demeure importante et constante à la fois.

Au premier trimestre 2017, **13 zones d'emplois perdaient encore de l'emploi** salarié et 7 au deuxième trimestre. Au 4^{ème} trimestre, **elles ne sont plus que deux** (Commercy et Vitry-le-François/Saint-Dizier). Sur un an, certaines zones d'emploi (Neufchâteau, Sélestat, Haguenau) **augmentent de près de 3% leur emploi salarié.**



Evolution de l'emploi salarié du secteur privé
Base 100 au 4^{ème} trimestre 2010, moyenne sur 4 trimestres glissants

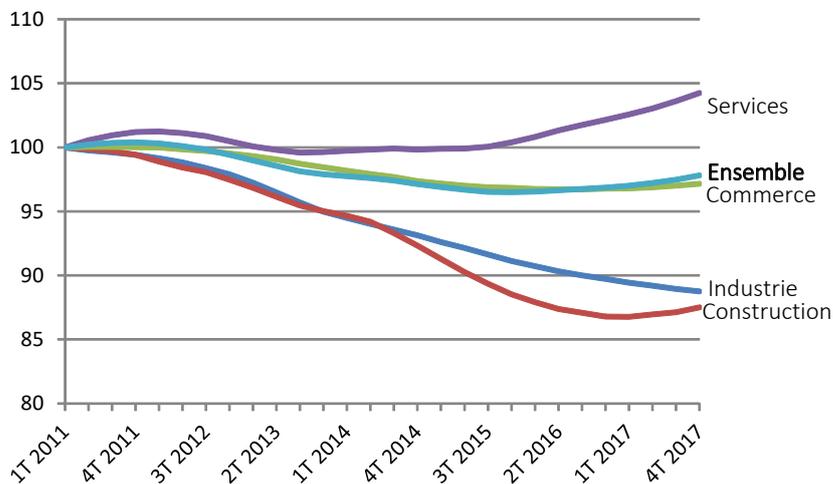
Evolution de l'emploi salarié par zone d'emploi
entre le 4^{ème} trimestre 2016
et le 4^{ème} trimestre 2017



11 - EMPLOI SALARIE PRIVE PAR SECTEUR D'ACTIVITE - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2017

SOURCE : ACOSS ET URSSAF // TYPE DE DONNÉES : BRUTES (VALEUR ABSOLUE SANS CORRECTION SAISONNIÈRE)

Poursuite de la progression de l'emploi salarié privé dans tous les secteurs à l'exception de l'industrie. Les tendances observées depuis 6 mois se confirment : si l'emploi dans **l'industrie continue sa régression**, les secteurs de la construction et du commerce **consolident leur emploi salarié** (+1,7% et +0,5% sur un an) et le secteur des services **continue de s'étoffer** (+17 500 emplois sur la même période), bien que toujours porté par l'intérim.



	Nombre d'emplois au 4 ^{ème} trimestre 2017	Evolution depuis le 4 ^{ème} trimestre 2016	
		en nombre	en %
Industrie	299 677	-2 562	-0,9%
Construction	106 231	1 792	1,7%
Commerce	238 161	1 294	0,5%
Services	728 944	17 589	2,4%
Total	1 373 013	18 113	1,3%

Evolution de l'emploi salarié dans le secteur privé
Base 100 au 1^{er} trimestre 2011, moyenne sur 4 trimestres glissants

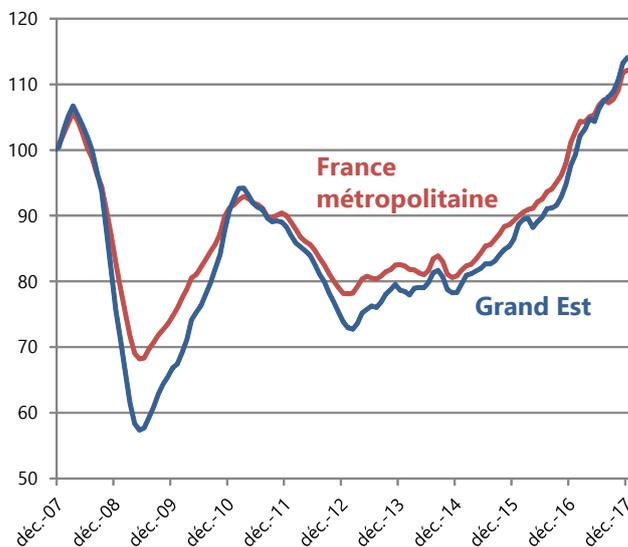
Remarque : les données présentées dans ce tableau ne sont pas corrigées des variations saisonnières

12 - TRAVAIL INTERIMAIRE - DECEMBRE 2017

SOURCE : PÔLE EMPLOI// TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES (CVS)

L'intérim : reflet de la reprise de l'emploi et de sa modification structurelle. Le nombre d'emplois intérimaires dans le Grand Est a dépassé depuis Septembre 2017 son niveau d'avant crise. En 2017, le travail intérimaire a augmenté de 14% (+9 000 emplois) en région Grand Est et de 7% en France métropolitaine. Sur 3 mois, **cette tendance se réduit** ; seules l'Aube, la Moselle et les Ardennes connaissent encore une augmentation significative de l'emploi intérimaire.

Selon Pôle Emploi, en Septembre 2017, la région Grand Est compte 73 702 emplois intérimaires soit 9,2% du total national. Selon la DARES, 53% des intérimaires exercent une activité dans le secteur de l'industrie, 33% dans le secteur tertiaire et 16% dans le secteur de la construction.



Evolution de l'emploi intérimaire
Moyenne sur 3 mois glissants, base 100 en décembre 2007

	Evolution sur 3 mois		Evolution sur 1 an	
Ardennes	21%	■	15%	■
Aube	5%	■	2%	■
Bas-Rhin	0%	■	19%	■
Haute-Marne	-3%	■	1%	■
Haut-Rhin	2%	■	39%	■
Marne	0%	■	5%	■
Meurthe-et-Moselle	0%	■	1%	■
Meuse	-7%	■	-6%	■
Moselle	6%	■	12%	■
Vosges	-2%	■	5%	■
Grand Est	2%	■	14%	■
France métropolitaine	1%	■	7%	■

3. CHÔMAGE - PRÉCARITÉ

465 800 demandeurs d'emploi de catégorie ABC
(dont 289 100 en catégorie A) en Janvier 2018

63 230 demandeurs d'emploi
(dont 39 400 en catégorie A) de moins de 25 ans

118 400 demandeurs d'emploi
(dont 79 900 en catégorie A) de plus de 50 ans

8,6%
taux de chômage dans la région

Catégorie A : personne sans emploi
Catégorie B : personne ayant exercé une activité de 78h maximum par mois
Catégorie C : personne ayant exercé une activité de plus de 78h par mois

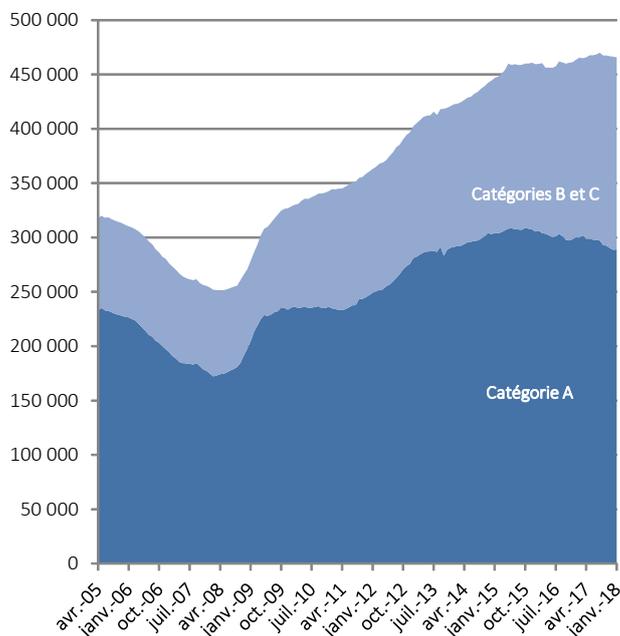
13 - DEMANDEURS D'EMPLOI (CATÉGORIES A, B ET C) - JANVIER 2018

SOURCE : PÔLE EMPLOI ET DIRECCTE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Des évolutions contrastées. 465 800 demandeurs d'emploi sont inscrits à Pôle Emploi dans la région Grand Est en Janvier 2018 pour les catégories A, B et C (8,3% du total national), en baisse de 1 700 sur 3 mois (-0,4%). Sur une année, l'évolution est de +0,5% dans la région Grand Est (+2 200).

Sur un plan qualitatif, on observe toujours **une diminution des demandeurs d'emploi de catégorie A et une hausse des demandeurs de catégories B et C.**

Sur 3 mois comme sur un an, **le nombre de demandeurs d'emploi reste en baisse pour les hommes et en hausse pour les femmes**, même si le différentiel entre les deux sexes tend à se réduire.



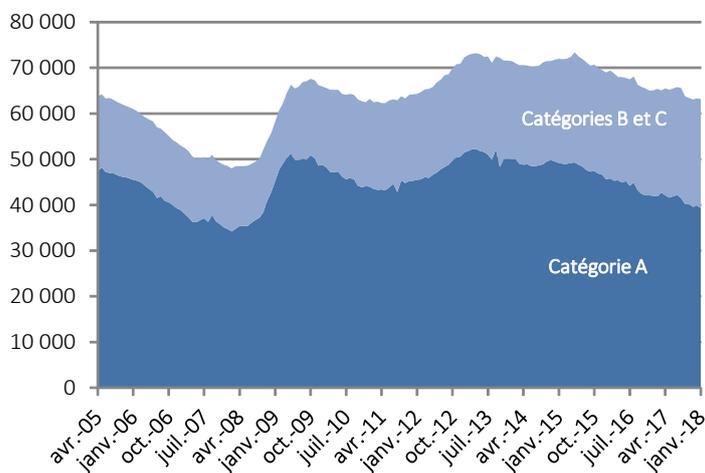
Evolution du nombre de demandeurs d'emploi en région Grand Est

Catégorie A, B et C	Evolution sur 3 mois	Evolution sur 1 an
Ardennes	-0,8%	-0,4%
Aube	0,6%	1,3%
Bas-Rhin	-0,8%	0,6%
Haute-Marne	0,7%	0,7%
Haut-Rhin	-1,1%	-1,3%
Marne	0,8%	1,9%
Meurthe-et-Moselle	0,0%	0,7%
Meuse	-0,7%	0,7%
Moselle	-0,6%	0,6%
Vosges	-0,6%	0,6%
Grand Est	-0,4%	0,5%
<i>dont hommes</i>	<i>-0,6%</i>	<i>-1,8%</i>
<i>dont femmes</i>	<i>0,1%</i>	<i>2,9%</i>
France métropolitaine	0,0%	2,3%

14 - DEMANDEURS D'EMPLOI DE MOINS DE 25 ANS - JANVIER 2018

SOURCE : PÔLE EMPLOI ET DIRECCTE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Une reprise de l'emploi chez les jeunes sous réserve d'une confirmation au premier semestre 2018. Cette amélioration s'inscrit dans la **continuité des deux dernières années** (-9 000 demandeurs d'emploi de moins de 25 ans). Cette orientation est cependant à pondérer (impact des contrats aidés). **Après une diminution exceptionnelle au 3^{ème} trimestre 2017, (- 3 150 demandeurs d'emploi), l'étiage s'amorce avec une simple baisse de 200 (-0,3%)** au 4^{ème} trimestre. Cependant, elle profite uniquement aux demandeurs d'emploi en catégorie A. On dénombre 63 200 demandeurs d'emplois de moins de 25 ans en catégorie ABC en région Grand Est (8,6% du total national), dont 39 400 en catégorie A.



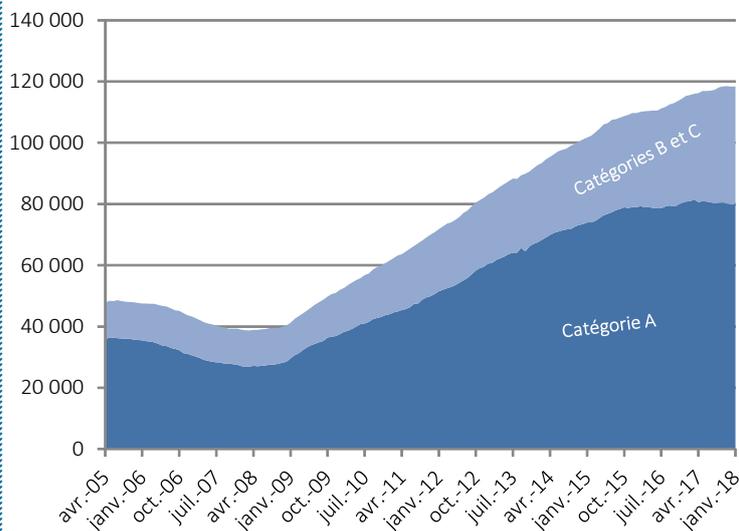
Catégories A,B et C	Evolution sur 3 mois		Evolution sur 1 an	
Ardennes	-2,8%	■	-2,8%	■
Aube	2,4%	■	2,4%	■
Bas-Rhin	-0,8%	■	-4,0%	■
Haute-Marne	5,0%	■	0,0%	■
Haut-Rhin	0,0%	■	-6,0%	■
Marne	0,0%	■	-1,4%	■
Meurthe-et-Moselle	-1,3%	■	-4,8%	■
Meuse	0,0%	■	0,0%	■
Moselle	-0,8%	■	-2,5%	■
Vosges	0,0%	■	-2,0%	■
Grand Est	-0,3%	■	-2,9%	■
France métropolitaine	-0,5%	■	-0,8%	■

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans en région Grand Est

15 - DEMANDEURS D'EMPLOI DE PLUS DE 50 ANS - JANVIER 2018

SOURCE : PÔLE EMPLOI ET DIRECCTE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

L'augmentation des demandeurs d'emploi de plus de 50 ans enfin freinée ! Il est à noter que pour la première fois depuis la crise de 2007, sur les 3 derniers mois, **le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans n'augmente plus** (alors qu'il est en hausse de +0,5% au national). Le Grand Est recense 118 400 demandeurs d'emploi de plus de 50 ans en catégorie ABC (8,4% du national), dont 79 900 en en catégorie A. Sur un an, leur nombre a progressé de 3 100 (+2,7%), touchant essentiellement les catégories B et C (les catégories A connaissent une baisse depuis un an). **La totalité des départements connaît toujours une augmentation annuelle**, tandis que le Haut-Rhin et la Moselle présentent une diminution sur 3 mois.



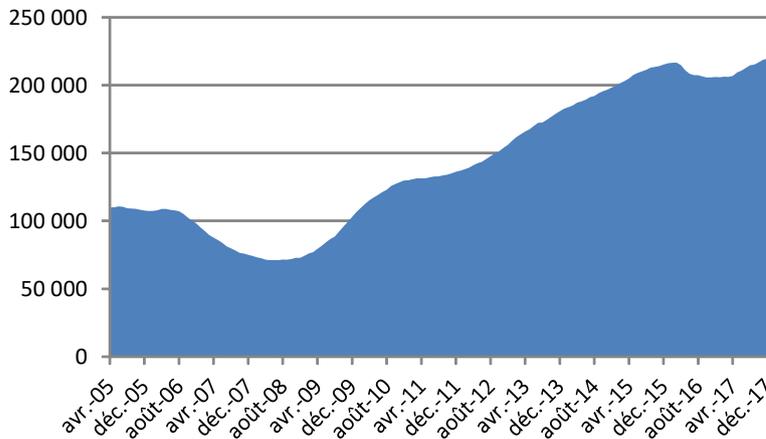
Catégories A, B et C	Evolution sur 3 mois		Evolution sur 1 an	
Ardennes	0,0%	■	1,5%	■
Aube	0,0%	■	0,0%	■
Bas-Rhin	0,9%	■	4,2%	■
Haute-Marne	0,0%	■	0,0%	■
Haut-Rhin	-1,2%	■	3,1%	■
Marne	0,0%	■	2,8%	■
Meurthe-et-Moselle	0,7%	■	3,7%	■
Meuse	0,0%	■	0,0%	■
Moselle	-0,4%	■	3,6%	■
Vosges	0,0%	■	0,0%	■
Grand Est	0,0%	■	2,7%	■
France métropolitaine	0,5%	■	4,4%	■

Evolution du nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans en région Grand Est

16 - DEMANDEURS D'EMPLOI INSCRITS DEPUIS PLUS D'UN AN - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2017

SOURCE : PÔLE EMPLOI ET DIRECCTE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Une précarité qui perdure. Tous les départements sont touchés par la hausse sur un an, allant jusqu'à +8,1% pour le Haut-Rhin. 219 610 demandeurs d'emploi sont inscrits depuis plus d'une année en catégorie ABC en région Grand Est, soit 8,8% du total national. Après une baisse en 2016, **la tendance à la hausse depuis début 2017 est confirmée. Sur une année, 13 500 demandeurs d'emploi supplémentaires sont inscrits depuis plus d'un an, soit +6,5%**, (+5,1% au national). Chiffres à relativiser, la notion de longue durée n'excluant pas des périodes d'activités.



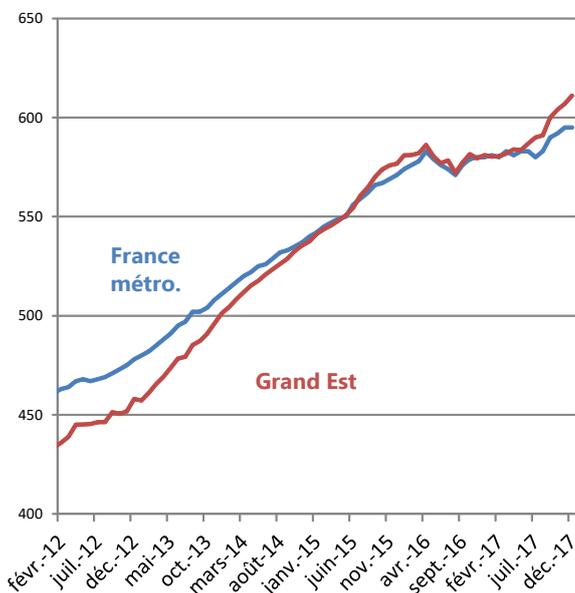
Evolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an

Catégories A, B et C	Evolution par rapport au 3 ^{ème} trimestre 2017	Evolution par rapport au 4 ^{ème} trimestre 2016
Ardennes	1,4%	4,0%
Aube	1,6%	7,9%
Bas-Rhin	1,4%	7,9%
Haute-Marne	2,1%	5,0%
Haut-Rhin	2,0%	8,1%
Marne	3,2%	7,1%
Meurthe-et-Moselle	3,2%	6,3%
Meuse	0,3%	3,1%
Moselle	2,2%	6,4%
Vosges	1,3%	3,1%
Grand Est	2,0%	6,5%
France métropolitaine	1,7%	5,1%

17 - DURÉE MOYENNE D'INSCRIPTION A PÔLE EMPLOI - DECEMBRE 2017

SOURCE : PÔLE EMPLOI ET DARES // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Des durées d'inscription toujours plus longues. En moyenne, les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi en région Grand Est (catégorie ABC) le sont depuis 611 jours (+11 jours en un trimestre), contre une moyenne nationale de 595 (+3 jours). A titre de comparaison, **il y a un an, la moyenne régionale était de 581 jours, soit 30 de moins.** Toutefois, les différences entre les territoires sont marquées. La situation est particulièrement préoccupante dans les Vosges (700 jours, +8 jours sur un trimestre) et dans les Ardennes (689, +7). A l'inverse, le Haut-Rhin (565 jours) et la Moselle (586) affichent de plus faibles durées moyennes d'inscription malgré de très fortes augmentations sur un an (respectivement +37 et +29 jours).



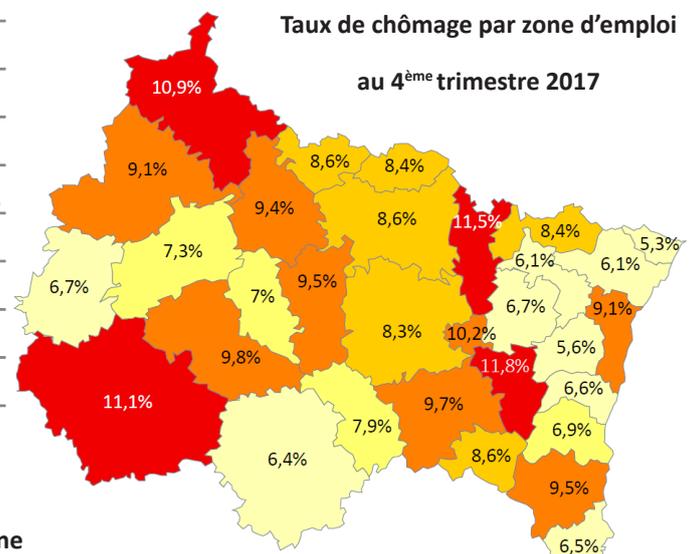
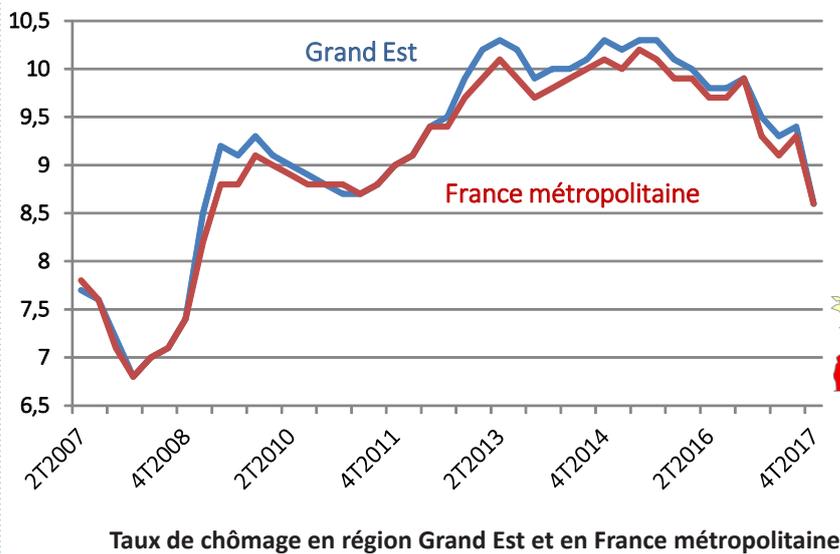
Ancienneté moyenne d'inscription à Pôle Emploi des demandeurs d'emploi (en jours, catégories ABC)

	Evolution sur 1 an	Ancienneté moyenne
Ardennes	24	689
Aube	31	605
Marne	25	606
Haute-Marne	9	598
Meurthe-et-Moselle	34	631
Meuse	23	646
Moselle	29	586
Bas-Rhin	33	601
Haut-Rhin	37	565
Vosges	20	700
Grand Est	30	611
France métropolitaine	15	595

18 - TAUX DE CHÔMAGE - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2017

SOURCE : INSEE // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

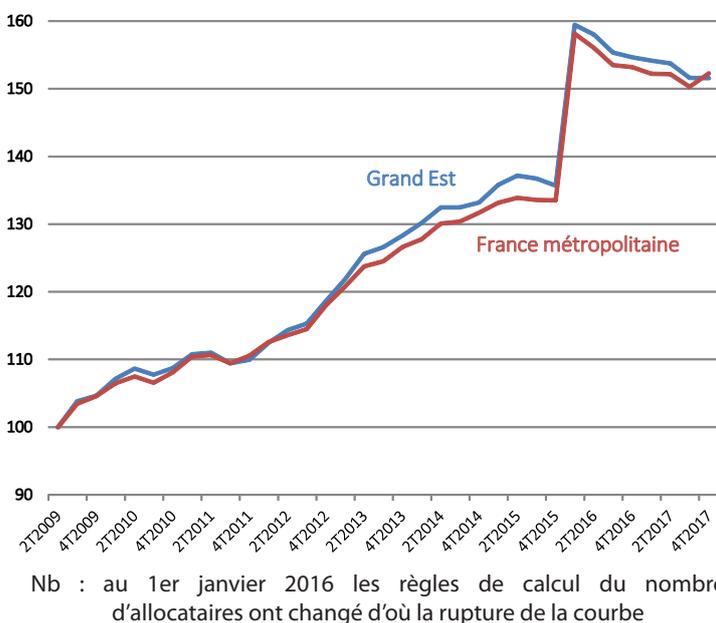
Baisse considérable du chômage. En deux ans, la région Grand Est a vu son taux de chômage baisser de 1,5 point, passant de 10,1% à 8,6%. La baisse amorcée depuis fin 2015 s'intensifie, **la réduction du chômage au dernier trimestre étant spectaculaire**, sur le plan régional comme sur le plan national (respectivement -0,8 point et -0,7 point). Fin 2017, les taux de chômage du Grand Est et de France métropolitaine se tiennent tous deux à 8,6%. Cette évolution est à examiner en parallèle de celle de l'emploi transfrontalier. L'ensemble des zones d'emploi profitent de la baisse du chômage sur un an, de -0,6 point (Wissembourg) à -1,9 point (Charleville-Mézières).



19 - REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2017

SOURCE : CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES // TYPE DE DONNÉES : CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Une tendance à la baisse en région. Le Grand Est compte 142 000 allocataires du RSA au 4^{ème} trimestre 2017 (8,7% du total national, part en léger retrait). Le nombre d'allocataires dans la région est **à la baisse sur un an, -2%, alors que la diminution au plan national n'est que de -0,6%** sur la même période. Sur 3 mois, la France métropolitaine connaît même une augmentation du nombre d'allocataires RSA, première hausse depuis le changement des règles de calcul du 1^{er} Janvier 2016.



	Evolution du nombre d'allocataires depuis le 4 ^{ème} trimestre 2016		Nombre d'allocataires au 4 ^{ème} trimestre 2017
Ardennes	-1,3%		10 342
Aube	-0,2%		9 085
Bas-Rhin	-2,8%		26 222
Haute-Marne	-3,7%		4 000
Haut-Rhin	-6,9%		15 162
Marne	1,9%		13 558
Meurthe-et-Moselle	-0,2%		21 760
Meuse	-3,1%		4 865
Moselle	-2,2%		26 768
Vosges	-1,5%		10 380
Grand Est	-2,0%		142 142
France métropolitaine	-0,6%		1 626 199

Evolution du nombre d'allocataires du RSA

4. ENVIRONNEMENT TRANSFRONTALIER

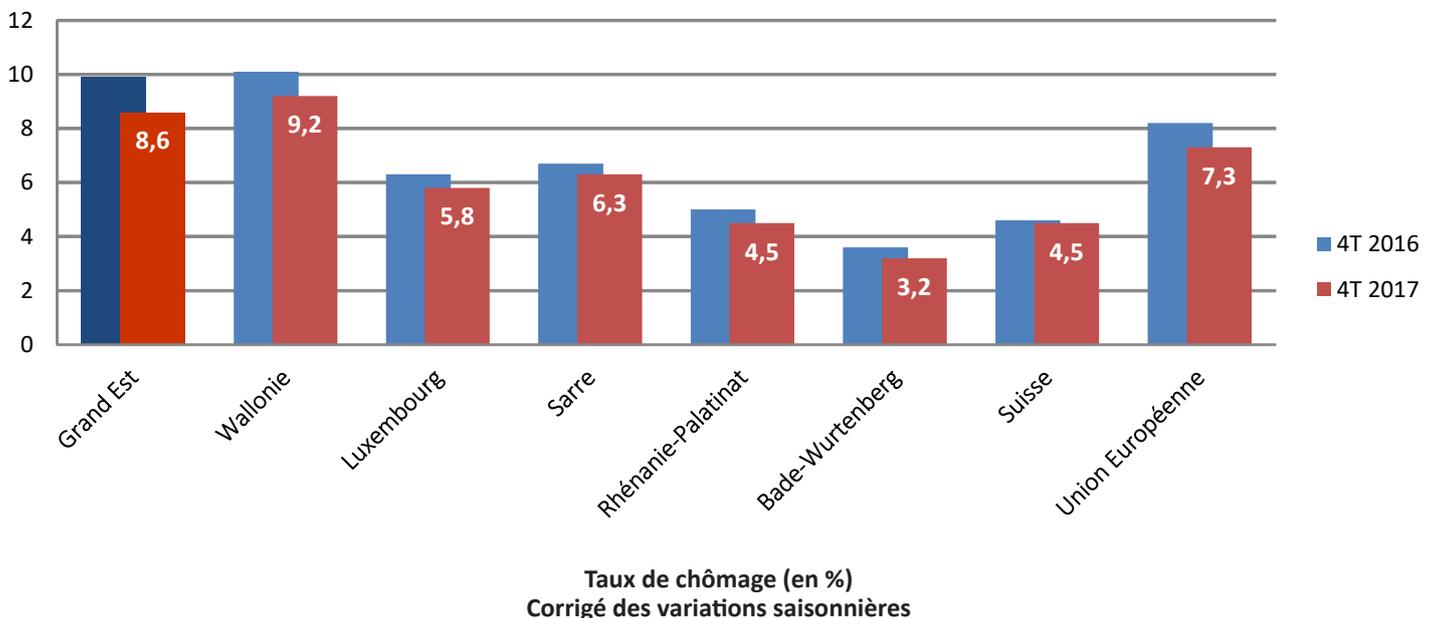
187 000
travailleurs frontaliers au 4^{ème} trimestre 2017

96 588 au Luxembourg
45 000 en Allemagne
36 252 en Suisse
8 500 en Belgique

20 - TAUX DE CHÔMAGE TRANSFRONTALIER - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2017

SOURCES : INSEE (FRANCE), MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE (BELGIQUE), STATEC (LUXEMBOURG), BUNDESAGENTUR FÜR ARBEIT (ALLEMAGNE), OFS (SUISSE) // TYPE DE DONNÉES : BRUTES ET CORRIGÉES DES VARIATIONS SAISONNIÈRES

Diminution marquée du chômage dans toutes les régions frontalières. La Wallonie était au trimestre précédent la seule région frontalière dont le chômage ne baissait pas sur un an, **c'est désormais le cas. Les 7 régions frontalières présentent désormais une diminution de leur taux de chômage**, elle est même spectaculaire pour le Grand Est (-1,3 point sur un an) et la Wallonie (-0,9 point). Cependant, les taux de chômage affichés par ces deux territoires sont encore largement supérieurs aux niveaux suisses, allemands (3,2% pour le Bade-Wurtemberg !) et luxembourgeois.



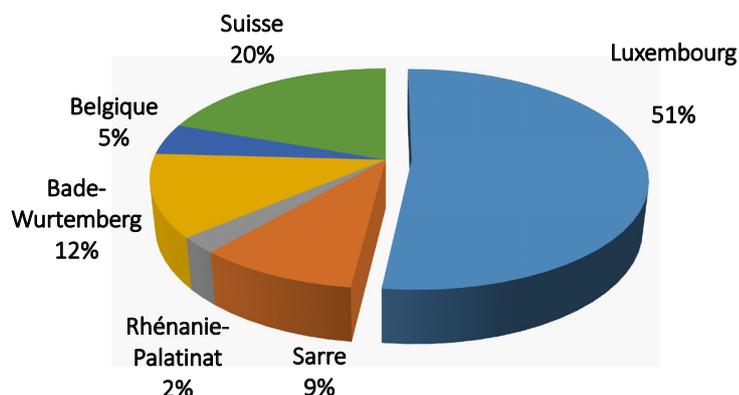
21 - FRONTALIERS DE LA REGION GRAND EST - 4^{ÈME} TRIMESTRE 2017

SOURCE : STATEC – INSEE – OIE - IBA

Insatiable hausse de l'emploi frontalier. Avec presque 97 000 emplois, **le Luxembourg attire à lui seul plus de la moitié des frontaliers résidents dans le Grand Est.** Un tiers des emplois créés au Luxembourg est occupé par un résident français. A ce rythme, le cap des 100 000 frontaliers français pourrait être atteint pour ce pays **avant même la fin de l'année 2018.** Au 4^{ème} trimestre 2017, la Suisse compte 36 252 frontaliers résidant dans le Grand Est, soit une **progression annuelle de 700 emplois.** L'Allemagne, avec 45 000 emplois frontaliers répartis sur 3 Länder, **est en recul par rapport à la situation de 1999** (près de 60 000). La Belgique recense environ 8 500 frontaliers résidant en France.

	Nombre de frontaliers au 4 ^{ème} trimestre 2017	Evolution sur un an	Evolution annuelle moyenne ces 10 dernières années
Luxembourg	96 588	+5,3%	+3,5%
Suisse	36 252	+2%	+1,3%
Allemagne*	45 000		
Belgique*	8 500		

(*) Données 3^{ème} trimestre 2016



Destination des travailleurs frontaliers de la région Grand Est

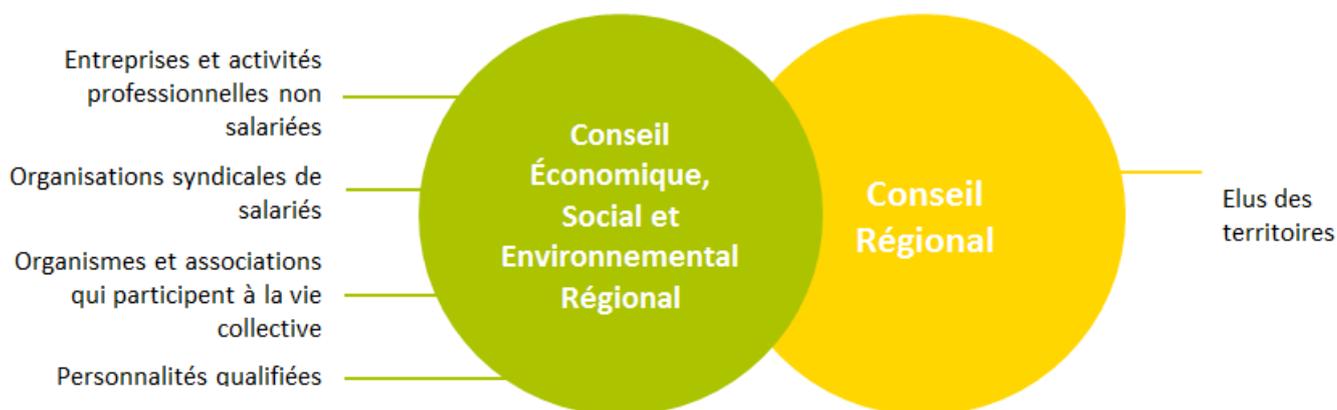
Le CESER est une assemblée consultative, porte-voix de la société civile organisée, dont les fonctions sont autant de mettre à jour et de relayer les débats en cours dans l'espace régional que d'être un agitateur d'idées, un laboratoire pour la valorisation de la démocratie participative. Il est donc d'autant plus utile dans une période de grave désaffection citoyenne à l'égard du monde politique et de la chose publique en général.

Les membres qui composent l'Assemblée du CESER sont issus de divers horizons de la société civile organisée parmi lesquels des responsables d'entreprises, syndicalistes, responsables associatifs, agriculteurs, artisans, universitaires, responsables culturels, représentants des professions libérales ou encore défenseurs de l'environnement...

Ils débattent ensemble de l'avenir de leur région de manière constructive et en dehors de toute prise de position partisane. Le CESER est l'une des rares Assemblées où, par exemple, patronat et syndicats, ou encore agriculteurs et environnementalistes se réunissent afin de réfléchir sereinement aux enjeux stratégiques régionaux.

Le CESER détient une mission centrale : donner aux élus régionaux l'éclairage de la société civile organisée sur toutes les affaires pouvant concerner la région.

LE CESER, SECONDE ASSEMBLÉE RÉGIONALE



Retrouvez toutes les infos du CESER Grand Est sur internet : www.ceser-grandest.fr

Suivez-nous

sur les réseaux sociaux pour ne rien manquer de nos actualités :

 @cesergrandest

 @ceserge

Site de Châlons-en-Champagne

5, rue de Jéricho - CS70441 - 51037 Châlons-en-Champagne Cedex
Tél : 03 26 70 31 79

Site de Metz

1 Place Gabriel Hocquard - CS 81004 - 57036 Metz Cedex 01
Tél : 03 87 33 60 26

Site de Strasbourg

1 Place Adrien Zeller - BP 91006 - 67070 Strasbourg Cedex
Tél : 03 88 15 68 00

CESER
ALSACE
CHAMPAGNE-ARDENNE
LORRAINE **Grand Est**